



UL de ST AMAND

ON VOUS AVAIT PRÉVENU. LE GRAND DEBAT C'EST DE L'ENFUMAGE

St Amand, le 11 février 2019

NE NOUS LAISSONS PAS CONFISQUER LE DEBAT

La CGT appelle les retraités, les chômeurs, la jeunesse, les citoyens en jaune ou sans couleur, à participer à un VRAI débat le 19 février 2019.

LE VRAI DEBAT C'EST MARDI 19 FEVRIER

SAINT-AMAND 19 H 30 SALLE DE BAL PLACE DE LA REPUBLIQUE

Un Président de la République, un patronat qui n'entend pas les revendications, voilà à quoi le monde du travail, les retraités, les chômeurs, la jeunesse sont confrontés et malheureusement habitués. Les gouvernements, ce patronat, depuis des décennies méprisent l'ensemble des mouvements sociaux, qu'ils soient CGT, depuis longtemps, Gilets Jaunes récemment, et CGT-Gilets Jaunes maintenant.

A quoi jouent-ils lorsque d'un côté on nous dit qu'il a augmenté le "pouvoir d'achat" et que nous ne voyons rien de plus dans notre assiette .et de l'autre il affirme, la main sur le cœur, qu'il faut plus de compétitivité et moins de dépenses publiques ou plus simplement travailler plus et dépenser plus pour se soigner et pour le reste. C'est la même partition, la même musique Capitaliste encore plus pour les riches et moins pour nous.

Le "Grand Débat", avec son simulacre de "démocratie participative", avec, comme impression, que chacun pourra s'exprimer, se faire porteur de l'intérêt général, n'est que la copie de ce qui se passe dans les entreprises, à savoir l'instauration du "dialogue social", cette machine institutionnelle qui ne sert qu'à faire valider à certaines organisations syndicales réformistes les régressions sociales.

Voilà à quoi vont servir les débats publics organisés dans les localités. Ces débats sont cadrés par la lettre de Macron aux Français et par le fait qu'il ne reviendra pas sur ce qu'il avait dit et écrit dans son programme présidentiel. Sans une grande mobilisation La messe est dite, que cela vous convienne ou non.

Ce qui est sûr, c'est qu'il a décidé de satisfaire sa classe sociale au détriment de la nôtre : moins de service public(fermeture de la trésorerie de DUN risque sur la gare d'Orval sur nos bureau de poste, sur les services hospitalier de St Amand de Dun et de Chezal...), en finir avec tous

les statuts , en finir avec le code du travail, en finir avec l'hôpital public, en finir avec les communes, , en finir avec l'ISF (ça c'est fait), en finir avec l'indemnisation du chômage, en finir avec l'intérêt général et le bien commun. Il veut continuer d'appliquer les revendications patronales : moins de fonctionnaires et services publics, toujours la dette qu'ils ont eux-mêmes créées, plus de privatisations, plus d'individualisme.

C'est le président des riches et des possédants.

La première revendication portée sur les cahiers de doléance, dans les mairies du Cher comme au niveau national, concerne les salaires et les pensions. Dans ces cahiers, ce ne sont pas les camarades de la CGT ou les Gilets Jaunes qui s'expriment, ce sont des citoyens, des personnes qui vivent une réalité difficile par manque de valorisation de leur travail actuel ou passé, voire par leur manque de travail.

Selon l'Office Française des Conjonctures Economiques (OFCE) les ménages ont perdu 440€ entre 2008 et 2016 sans compter toutes les hausses sur les carburants, les énergies ou encore les produits alimentaires.

Il est donc urgent d'augmenter les salaires massivement, avec pour commencement, augmenter le SMIC sans qualification à 2.000 € brut, avec les cotisations sociales qui sont du salaire affecté à la Sécurité Sociale, aux retraites, à la famille, au chômage. Nous en avons besoin.

Il est impératif d'indexer les salaires sur les prix et de remettre en place l'échelle mobile des salaires, la reconnaissance des qualifications.

Les fonctionnaires sont des salariés comme les autres. Ils ont également le droit d'avoir des revalorisations de salaire en augmentant là-aussi le point d'indice.

Il faut redéfinir le calcul de l'impôt, les tranches pour que les plus aisés ne se substituent plus à leur devoir, et de rétablir l'ISF.

Revoir impérativement non pas le taux de TVA mais bien le principe même de la TVA, taxe la plus injuste qui soit, ainsi que les taxes sur les énergies et les carburants qui sont des produits vitaux pour grand nombre d'entre nous, comme les produits alimentaires et de première nécessité.

Pour cela, il nous faut changer de modèle économique et sortir du capitalisme. On nous dira que ce n'est pas possible, qu'il n'existe pas d'autre modèle, que la concurrence libre et non faussée et la libre circulation des capitaux sont inévitables, etc, etc... Tout ça est faux et non fondé.

Nous devons être libres de choisir notre avenir.

Pour cela, seules la grève, la grève générale et l'occupation des moyens de production, de distribution et des administrations sont les moyens pour y arriver.

LE VRAI DEBAT
C'EST MARDI 19 FEVRIER
A 19H30 SALLE DE BAL DE ST AMAND